



HAL
open science

Les exploitations bovines françaises très dépendantes des paiements directs

F. Colson, Vincent Chatellier

► **To cite this version:**

F. Colson, Vincent Chatellier. Les exploitations bovines françaises très dépendantes des paiements directs. INRA sciences sociales, INRA - Institut national de la recherche agronomique, 1996, 2 p. hal-02684474

HAL Id: hal-02684474

<https://hal.inrae.fr/hal-02684474>

Submitted on 1 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES EXPLOITATIONS BOVINES FRANCAISES SONT TRES DEPENDANTES DES PAIEMENTS DIRECTS

Malgré l'encouragement de la réforme de la Politique Agricole Commune, l'extensification des élevages bovins est restée limitée dans la plupart des régions françaises. Le chargement moyen des exploitations spécialisées "bovins-viande" n'a que faiblement diminué de 1991 à 1994. Les aides directes jouent un rôle déterminant dans la formation du revenu de ces éleveurs, même dans le cas des plus performants. Le revenu moyen a certes progressé, notamment dans les élevages les plus extensifs, mais il reste inférieur à celui des autres orientations de production, et il dépend fortement des prix de la viande bovine.

Un accroissement rapide des superficies et du cheptel

Le Réseau d'Information Comptable Agricole français (1991-1994) permet d'étudier l'adaptation des exploitations de l'orientation technico-économique "Bovins, élevage et viande" (OTEX 42) au nouveau contexte de la politique agricole. En trois ans, la superficie agricole utile (SAU) moyenne de ces exploitations est passée de 56 à 66 hectares, ce qui correspond à un rythme de croissance deux fois plus rapide que par le passé. Cet agrandissement concerne pour l'essentiel les superficies fourragères.

L'instauration, en 1992, d'une référence de "droits à primes" pour les vaches allaitantes sur la base de cette même année a encouragé les éleveurs à accroître ce cheptel, ce qui explique que la baisse du chargement moyen ait été très faible (3%) ; dans certaines régions, l'extensification a cependant été plus poussée. La grande majorité des exploitations bovines françaises bénéficient des aides à l'extensification, accordées lorsque le chargement est inférieur à 1,4 Unité Gros Bétail (UGB) par ha de Surface Fourragère Principale (SFP).

Une forte augmentation du revenu et des aides directes

L'agrandissement des exploitations, l'augmentation des productions par hectare et par UGB, et l'évolution favorable des prix (jusqu'à la mi-1994), ont concouru à une progression moyenne du produit brut de 28% entre 1991 et 1994. L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) est passé en moyenne

Typologie de performances économiques

Quatre ratios ont été sélectionnés pour apprécier la performance économique : (1) Résultat net / unité de travail agricole ; (2) Valeur ajoutée brute / produit brut ; (3) Service de la dette / EBE ; (4) Autofinancement net/actif total. Pour chacun d'eux, la position d'une exploitation par rapport à la médiane de l'OTEX permet d'apprécier sa performance relative. Chaque exploitation (j) obtient une note (Nj) correspondant à la somme des notes (nij) caractérisant l'exploitation (j) par rapport à la médiane (M) de chacun des quatre ratios (ri). La note est égale à 0 quand la position de l'exploitation est défavorable ($n_{ij} = 0$ si $r_{ij} \leq M_{ri}$), et égale à 1 quand elle est favorable ($n_{ij} = 1$ si $r_{ij} > M_{ri}$). Pour l'indicateur de charge de la dette, la position favorable correspond à une note inférieure à la médiane ($n_{ij} = 1$ si $r_{ij} < M_{ri}$). En réalisant le cumul des notes ($N_j = \sum n_{ij}$), il est alors possible de distinguer cinq classes : "Très faible" [$N_j = 0$] ; "Faible" [$N_j = 1$] ; "Moyenne" [$N_j = 2$] ; "Elevée" [$N_j = 3$] ; "Très élevée" [$N_j = 4$].

tableau 1. Evolution des caractéristiques structurelles des exploitations bovines françaises

OTEX 42	1991	1994	variation
SAU (ha)	56	66	20 %
SFP (ha)	49	57	16 %
Vaches allaitantes (nb)	35	42	20 %
UGB herbivores (nb)	63	72	14 %
Chargement (UGB/SFP)	1,30	1,27	- 3 %
Produit brut total (KF)	316	406	28 %
Investissement (KF)	42	45	7 %

Source : RICA France 1991-94 / INRA-ESR Nantes

tableau 2. Résultats économiques des exploitations bovines françaises (milliers de F.)

	Bovins viande	Bovins lait	Céréales
EBE 1991	129	179	267
Aides directes 1991	52	17	13
<i>Aides directes / EBE</i>	40 %	9 %	5 %
EBE 1994	210	249	330
Aides directes 1994	108	43	176
<i>Aides directes / EBE</i>	51 %	17 %	53 %
<i>EBE 94 / EBE 91 (%)</i>	62 %	39 %	23 %

Source : RICA France 1991-94 / INRA-ESR Nantes

tableau 3. Performance économique et paiements directs dans les exploitations bovines françaises

(milliers de francs)	Très faible	Faible	Moy.	Elevée	Très élevée
Exploitations	21 %	19 %	20 %	19 %	21 %
SAU	57	55	64	71	83
UGB herbivores	58	64	67	80	88
Résultat net	42	69	108	168	221
EBE	117	162	186	267	318
Aides directes	90	99	106	120	127
Aides directes / EBE	77 %	61 %	57 %	45 %	40 %

Source : RICA France 1991-94 / INRA-ESR Nantes

de 129 000 F en 1991 à 210 000 F en 1994, soit une progression de 62 % (contre 23 % dans les exploitations de céréales et grandes cultures, et de 39 % dans les exploitations laitières). Mais il faut relativiser cette progression : les prix en 1991 étaient très bas, et une nouvelle dégradation est intervenue depuis.

Bien que la rentabilité des élevages se soit améliorée, les investissements nets (hors achats d'animaux) sont restés relativement stables. Les éleveurs ont surtout utilisé leur trésorerie pour accroître le cheptel, en restant prudents en ce qui concerne les bâtiments et le matériel. L'amélioration de l'EBE, cumulée à cet attentisme en matière d'investissements, s'est traduite par un accroissement substantiel du revenu disponible et, *in fine*, des prélèvements privés.

Les aides directes, constituées surtout des primes aux vaches allaitantes et aux jeunes bovins mâles, passent en moyenne de 52 000 F en 1991 (40 % de l'EBE) à 108 000 F en 1994 (51 % de l'EBE). Elles jouent un rôle déterminant dans la formation du revenu des exploitations les moins performantes (77 % de l'EBE), mais sont également indispensables dans les élevages les plus performants (40 % de l'EBE). Cette très forte dépendance à l'égard des aides directes, également observée pour les exploitations céréalières, n'enlève rien au rôle très important des performances techniques et économiques individuelles dans la formation du revenu.

Une typologie distinguant cinq classes de performances économiques (encadré) permet de mesurer les écarts importants de résultats entre les exploitations bovines, qui ne s'expliquent pas uniquement par des différences de dimension des outils de production.

Quel que soit le niveau de performance économique des exploitations, une fraction accrue du revenu est désormais constituée par des paiements directs. Ceux-ci jouent un rôle particulièrement déterminant dans le cas des exploitations les moins performantes.

Une fragilité à l'égard des variations de prix

L'amélioration sensible du revenu des producteurs de viande bovine au cours des trois premières campagnes d'application de la réforme de la PAC s'est interrompue avec la baisse de 10 % des prix de la viande bovine en 1995. Cette baisse doit conduire en 1995, selon les estimations réalisées à partir du RICA, à un recul de 12,5 % du revenu des exploitations de l'OTEX "Bovin, élevage et viande" et de 6 % de celui des exploitations de l'OTEX "Bovin lait". Cette sensibilité à la baisse des prix de la viande est encore accentuée pour les exploitations à faible performance économique.

Les exploitations spécialisées en production bovine se sont adaptées rapidement aux nouvelles règles de la PAC. En augmentant leur superficie et leur cheptel, elles ont tenté de mieux négocier la transition intervenue dans les modes de soutien à l'agriculture. Elles sont devenues, même les plus performantes d'entre elles, fortement dépendantes des paiements directs. La prolongation de ceux-ci au delà de la période transitoire initialement annoncée, s'avère donc indispensable pour assurer la survie de la majorité de ces exploitations. Mais, si ces aides doivent être pérennisées, se pose avec acuité la question de leur justification économique. On évoque souvent les fonctions environnementales et sociales de l'agriculture, mais celles-ci poseraient problème si elles devaient conduire à dénier le rôle productif de certains types d'agriculture. On risquerait alors de remettre en cause les solidarités de filière établies de longue date entre régions, et d'oublier que la production de paysage est difficilement dissociable de l'activité agricole. Le futur contrat entre les éleveurs et la société devrait donc tenir compte de la complémentarité de ces deux fonctions, qui jouera un rôle de plus en plus important, tant dans la formation du revenu des exploitants que dans l'organisation des systèmes d'élevages allaitants.

François Colson et Vincent Chatellier
INRA ESR, Nantes

Pour en savoir plus

Colson, F. ; Chatellier, V. (1995) - *Les différences de performance économique entre les exploitations agricoles françaises*, INRA-ESR Nantes, février 1995, 105 p.

Colson, F. ; Chatellier, V. ; Ulmann, L. (1995) - Réforme de la PAC et répartition des paiements directs aux exploitations agricoles, *Economie Rurale*, n° 2270, pp 11-20.

Boyer, P. ; Colson, F. ; Chatellier, F. (1995) - Les exploitations d'élevage bovin-viande en France au début de la nouvelle PAC, in *Actes et Communications*, n°13, INRA-ESR, Paris, pp 129-148.

Diffusion, abonnement : INRA Édition, route de Saint-Cyr, 78026 Versailles Cedex France.

Tél : (1) 30 83 34 06. Télécopie : (1) 30 83 34 49.

Abonnement d'un an (6 numéros) : France 140 F ; Étranger 170 F. Paiement à l'ordre du régisseur des Publications.

Dépôt légal : 2ème trimestre 1996. Commission Paritaire n° 2147 ADEP.

Réalisation : Joëlle Veltz, INRA Ivry. Photogravure : TEXTO ! 59800 Lille. Impression : Imprimerie Artésienne ZI-62800 Liévin.